

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DSB/M/33

25 juin 1997

(97-2616)

**Organe de règlement des différends
23 mai 1997**

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard
le 23 mai 1997

Président: M. Wade Armstrong (Nouvelle-Zélande)

<u>Sommaire</u>	<u>Page</u>
1. Surveillance de la mise en oeuvre des recommandations adoptées par l'ORD	1
- Etats-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules: rapport de situation présenté par les Etats-Unis	1
2. Indonésie - Certaines mesures affectant l'industrie automobile	4
- Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes	4
3. Etats-Unis - Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde	5
- Rapport de l'Organe d'appel et rapport du Groupe spécial	5
4. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux - désignations proposées . . .	14
1. <u>Surveillance de la mise en oeuvre des recommandations adoptées par l'ORD</u> - <u>Etats-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules: rapport de situation présenté par les Etats-Unis (WT/DS2/10/Add.4)</u>	

Le Président a rappelé que cette question était à l'ordre du jour conformément à l'article 21:6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, aux termes duquel: "A moins que l'ORD n'en décide autrement, la question de la mise en oeuvre des recommandations ou décisions sera inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD après une période de six mois suivant la date à laquelle le délai raisonnable prévu au paragraphe 3 aura été fixé et restera inscrite à l'ordre du jour des réunions de l'ORD jusqu'à ce qu'elle soit résolue." Il a appelé l'attention sur le document WT/DS2/10/Add.4, contenant un nouveau rapport de situation des Etats-Unis sur l'évolution de la mise en oeuvre des recommandations de l'ORD à cet égard.

Le représentant des Etats-Unis a dit que, conformément à l'article 21:6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, son pays avait présenté son cinquième rapport sur la mise en oeuvre des recommandations de l'ORD. Lors de la précédente réunion de l'ORD, les Etats-Unis avaient déclaré que, le 29 avril 1997, l'Administrateur de l'Agence pour la protection de l'environnement des Etats-Unis (EPA) avait publié, pour observation, un projet de révision de la réglementation, publié par la suite

au Federal Register le 6 mai 1997. Conformément aux procédures réglementaires normales des Etats-Unis, l'EPA avait invité toutes les parties intéressées à formuler des observations sur le texte de son projet. Le 20 mai 1997, l'EPA avait tenu une audition publique sur le sujet. Il avait été demandé que les observations formulées par écrit parviennent à l'EPA pour le 19 juin 1997, afin qu'elles puissent être examinées avant que la réglementation ne soit définitivement arrêtée. Les Etats-Unis ont rappelé qu'ils espéraient que les Membres demanderaient à leur gouvernement d'examiner le projet et d'apporter des commentaires avant la fin de la période prévue à cet effet, de sorte que les Etats-Unis puissent en tenir pleinement compte au moment d'élaborer la réglementation définitive. Au cours de la précédente réunion de l'ORD, le Brésil avait posé un certain nombre de questions concernant les délais pour l'achèvement du projet de réglementation. L'intervenant a dit que les Etats-Unis prenaient au sérieux leurs engagements quant au délai de mise en oeuvre de leurs obligations, et seraient sans doute en mesure de les respecter.

Le représentant du Brésil a remercié les Etats-Unis pour ces renseignements. Le projet de réglementation était soigneusement étudié par son gouvernement et la société pétrolière brésilienne Petrobrás. Les représentants de Petrobrás avaient participé à l'audition publique tenue le 20 mai 1997. La publication du projet de réglementation avait été un signe positif. Néanmoins, compte tenu de l'imminence de la date butoir du 20 août 1997 pour la mise en oeuvre des recommandations de l'ORD, le Brésil, lors de la précédente réunion de l'ORD, avait demandé aux Etats-Unis de fournir des renseignements concernant: a) les étapes supplémentaires requises par la législation des Etats-Unis pour la mise en oeuvre des recommandations de l'ORD; b) le délai nécessaire pour chacune de ces étapes; et c) un calendrier ou une chronologie des événements jusqu'à la date butoir du 20 août. Sa délégation serait reconnaissante aux Etats-Unis de bien vouloir fournir ces renseignements.

Le représentant des Communautés européennes s'est félicité du rapport détaillé présenté par les Etats-Unis à la réunion de l'ORD du 30 avril 1997, sur les intentions de l'EPA concernant la mise en oeuvre des recommandations de l'ORD qui mettraient la Réglementation sur l'essence en conformité avec le GATT de 1994. Les Communautés réalisaient la somme de travail que représentait l'élaboration de cette proposition. Tout comme le Brésil, elles présumaient que les Etats-Unis étaient fermement décidés à mettre en place les changements nécessaires dans le délai de 15 mois arrivant à son terme le 20 août 1997; en d'autres termes, qu'ils avaient la ferme intention non seulement de proposer les changements mais aussi de les mettre effectivement en oeuvre dans ce délai.

Sur le fond, les Communautés acceptaient l'option de base proposée par les Etats-Unis, qui permettrait aux raffineurs étrangers de choisir soit un niveau de base individuel soit le niveau de base réglementaire. Les Communautés ont cependant exprimé leur inquiétude concernant en particulier un des aspects de la proposition qui ne semblait pas conforme aux prescriptions juridiques de l'Organe d'appel et du Groupe spécial. Il s'agissait de la proposition de prescription selon laquelle l'essence ancienne formule importée serait assujettie à un niveau de qualité de référence, à un mécanisme de surveillance et à une hausse du niveau de base réglementaire en cas de dépassement du niveau de qualité de référence. Les autorités des Etats-Unis ont justifié cette proposition, applicable aux seules importations d'essence conventionnelle, en disant qu'ils cherchaient à éviter la baisse de la qualité globale de l'essence en question, qui interviendrait si le niveau de base individuel était choisi par les raffineurs étrangers dont le niveau de qualité de l'essence était inférieur à la moyenne, et pas par ceux dont le niveau de qualité de l'essence était supérieur à la moyenne, qui pourraient ensuite abaisser la qualité de leurs produits pour la ramener au niveau de base réglementaire. Le Groupe spécial avait parlé à cet égard de "manipulation du système". Augmenter le niveau de base réglementaire dans une telle situation, comme cela était proposé, se traduirait par des prescriptions plus strictes, à qualité égale, pour l'essence importée que pour l'essence nationale; et cela signifierait le retour à la situation qui existait lorsque la constitution d'un Groupe spécial avait été demandée. La même situation existerait certainement pour ce qui était de la concurrence entre raffineurs nationaux appliquant les niveaux de base individuels, ce qui pourrait conduire à une dégradation de la qualité. Pourtant, dans ces situations, il n'était prévu ni niveau de qualité de référence, ni mécanisme de surveillance, ni, surtout, hausse des niveaux de base.

Les Communautés ont estimé que les Etats-Unis s'étaient une fois encore montrés particulièrement stricts pour la surveillance de l'essence importée et relativement peu soucieux de surveiller les problèmes similaires potentiels résultant de la concurrence entre producteurs nationaux. Les Communautés suggéraient donc que cette différence de traitement soit retirée de la proposition. Comme il était indiqué dans le rapport du Groupe spécial¹ "... des prescriptions globales légèrement plus strictes appliquées à la fois à l'essence nationale et à l'essence importée pourraient compenser tout effet défavorable sur l'environnement que pourraient avoir les facteurs en cause et permettraient aux Etats-Unis d'atteindre le niveau souhaité en matière de pureté de l'air sans établir de discrimination à l'encontre de l'essence importée". L'intervenant a invité les autorités des Etats-Unis à étudier cette question.

La seconde préoccupation portait sur des règles excessivement complexes et strictes de mise en oeuvre pour les raffineurs étrangers et les importateurs, risquant d'avoir un effet défavorable sur les importations. Les autorités des Etats-Unis, si préoccupées par un quelconque risque de contournement de la réglementation de la part des importateurs, se souciaient nettement moins de la conduite des producteurs nationaux. Nombreuses étaient les prescriptions en matière de mise en oeuvre qui s'appliquaient à l'essence importée et non à l'essence nationale. Les Communautés estimaient que ces prescriptions méritaient un examen approfondi à cet égard. En résumé, les règles de mise en oeuvre actuellement proposées étaient bien plus strictes pour l'essence importée que pour l'essence nationale. Si une certaine différence d'approche pourrait être justifiée par la possibilité de contrôler l'essence produite dans le pays à la sortie de l'usine, au-delà d'une certaine limite, les prescriptions supplémentaires pour l'essence importée constitueraient *de facto* un obstacle à l'importation ou, pour le moins, porteraient atteinte aux possibilités de concurrence. Les Communautés ont donc proposé que les prescriptions supplémentaires pour les importations se limitent strictement à celles absolument nécessaires. Les Communautés préféreraient que ces prescriptions soient exactement les mêmes que celles applicables aux producteurs nationaux.

Enfin, la date butoir du 1er janvier 2002 pour le dépôt des requêtes pour le niveau de base ne semblait pas nécessaire. La raison pour laquelle il devrait y avoir une date butoir n'était pas claire. Les Communautés estimaient que les raffineurs étrangers devraient pouvoir déposer une demande si et quand un niveau de base individuel les intéressait, c'est-à-dire s'ils s'attendaient à une hausse de leurs exportations vers les Etats-Unis et souhaitaient modifier la base de leurs importations. Les Communautés ont demandé aux Etats-Unis d'indiquer par écrit dans quelle mesure ils avaient l'intention de prendre ces commentaires en compte.

Le représentant du Venezuela a pris acte de la déclaration faite par les Etats-Unis et de leurs assurances répétées concernant la mise en oeuvre des recommandations de l'ORD. Le gouvernement de son pays examinait les propositions de modification de la Réglementation sur l'essence. Sa délégation a également pris acte des commentaires faits par les Communautés. Son gouvernement présenterait ses commentaires à l'EPA, par écrit en temps voulu, afin de veiller à ce que les Etats-Unis respectent scrupuleusement les recommandations de l'ORD.

Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation avait noté avec intérêt que les Communautés aient étudié le projet de réglementation et qu'il ferait parvenir leurs commentaires aux autorités des Etats-Unis. Il a rappelé que, conformément aux procédures officielles, les commentaires devaient être reçus avant le 19 juin 1997. Il a exprimé le souhait que les Communautés présentent également leurs commentaires conformément à ces procédures. S'agissant de la requête du Brésil, il a rappelé que sa délégation avait fait quelques commentaires sur les étapes et le calendrier au cours de la précédente réunion de l'ORD. Les périodes auxquelles il avait été fait référence étaient les délais

¹Rapport du Groupe spécial "Etats-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules", paragraphe 6.27.

maximaux et non les minimaux. Par exemple, la période de 90 jours n'avait plus de raison d'être puisqu'elle était liée à la procédure de publication de la proposition de réglementation et que celle-ci avait déjà été publiée. Sa délégation pensait que les Etats-Unis pourraient mettre en oeuvre les recommandations de l'ORD à temps.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

2. Indonésie - Certaines mesures affectant l'industrie automobile

- Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés (WT/DS54/6)

Le Président a appelé l'attention sur la communication des Communautés européennes contenue dans le document WT/DS54/6.

Le représentant des Communautés européennes a dit que la demande d'établissement d'un groupe spécial des Communautés était exposée en détail dans le document WT/DS54/6. Le 3 octobre 1996, les Communautés avaient demandé à tenir des consultations avec l'Indonésie sur ce sujet. Ces consultations, tenues en novembre et décembre 1996, et d'autres contacts bilatéraux dans les capitales n'avaient pas permis d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante. Les Communautés n'avaient pas d'autre choix que de rechercher une solution par la procédure des groupes spéciaux. Malgré certaines indications selon lesquelles il pourrait y avoir une modification du programme automobile indonésien, cela ne s'était pas matérialisé. Les Communautés estimaient que le programme contenait un certain nombre d'éléments contrevenant à l'Accord sur l'OMC. Les motifs des préoccupations des Communautés étaient exposés dans le document susmentionné mais, en général, les Communautés considéraient que le programme n'était pas compatible avec les obligations découlant pour l'Indonésie du GATT de 1994 et de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (l'Accord sur les MIC), et soulevait des questions au regard de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (l'Accord SMC). Les mesures en question comprenaient notamment l'exonération du droit d'importation pour les pièces et éléments de véhicules automobiles qui satisfaisaient à certaines prescriptions relatives à la teneur en produits d'origine locale, l'exonération de la taxe sur les produits de luxe pour certaines catégories de véhicules automobiles qui satisfaisaient à certaines prescriptions relatives à la teneur en produits d'origine locale, et l'exonération du droit d'importation et de la taxe sur les produits de luxe pour les véhicules produits par certaines sociétés. Ces diverses exonérations n'étaient pas accessibles à tous les fournisseurs, ni même à tous les producteurs du marché. Les Communautés étaient d'autant plus préoccupées que ce n'était pas le seul cas où des mesures difficilement compatibles avec l'Accord sur les MIC avaient été prises dans le secteur automobile.

S'agissant des procédures, c'était la première fois qu'une demande d'établissement de groupe spécial était faite en vertu de plus d'un ensemble de procédures, en l'occurrence les procédures du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et les procédures spécifiques prévues par l'Accord SMC. En outre, pour la procédure de l'Annexe V de l'Accord SMC, la délégation de l'intervenant demandait au Président de tenir des consultations avec les parties au différend afin d'examiner la question des procédures et du calendrier. Ces consultations devraient avoir lieu le plus tôt possible afin qu'il soit possible, lorsque l'ORD aurait établi un groupe spécial, de prendre la décision appropriée nécessaire sur les procédures relatives à la désignation d'un représentant qui faciliterait la collecte des informations.

La représentante de l'Indonésie a dit que son pays n'était pas en faveur de l'établissement d'un groupe spécial à la présente réunion. Son gouvernement étudiait avec les parties plaignantes, dont les Communautés, s'il était possible de régler le problème sans recourir aux procédures de règlement

des différends. L'Indonésie estimait que ces efforts devaient se poursuivre et considérait donc que la demande d'établissement d'un groupe spécial était prématurée.

Le représentant du Japon a rappelé que, lors de la réunion de l'ORD du 30 avril 1997, son pays avait demandé l'établissement d'un groupe spécial sur la même question. A la présente réunion, il a souhaité présenter la position du Japon à ce sujet. Tout d'abord, le Japon appuyait la demande d'établissement d'un groupe spécial sur les mesures indonésiennes dans le secteur automobile présentée par les Communautés. Ensuite, après avoir fait sa première demande d'établissement d'un groupe spécial sur la question, le Japon avait dit clairement qu'il était prêt à poursuivre les consultations si l'Indonésie pouvait présenter une proposition significative. Le Japon n'avait pas demandé que cette question soit pour la seconde fois mise à l'ordre du jour de la réunion car il ne s'était pas écoulé suffisamment de temps pour tenir de telles consultations entre la dernière réunion de l'ORD et la date limite pour la communication des points à mettre à l'ordre du jour de la présente réunion. Cette décision était révélatrice de l'importance accordée par le Japon à la recherche, par des consultations bilatérales, d'une solution mutuellement convenue, en accord avec l'esprit du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Le Japon avait également adopté cette attitude au vu de la situation interne actuelle de l'Indonésie.

Néanmoins, si l'Indonésie ne faisait pas à courte échéance une proposition pouvant servir de base pour une solution mutuellement satisfaisante à cette question, le Japon ne pouvait qu'envisager la poursuite de sa démarche en vue de l'établissement d'un groupe spécial. Cela en particulier pour ce qui était du maintien de l'exonération des droits de douane et des taxes sur les produits de luxe pour les importations de véhicules automobiles en provenance d'un pays particulier. Il s'est par conséquent réservé le droit de demander à une seconde reprise l'établissement d'un groupe spécial sur cette question à une prochaine réunion de l'ORD.

Le Président a noté que, comme indiqué dans le document WT/DS54/6, les Communautés avaient demandé à l'ORD non seulement d'établir un groupe spécial, mais aussi d'engager la procédure prévue à l'Annexe V de l'Accord SMC. Cette annexe définissait les procédures à suivre pour la collecte de renseignements concernant le préjudice grave et prévoyait, entre autres choses, que l'ORD désignerait un représentant chargé de faciliter le processus de collecte de renseignements. Le but de cette procédure étant de rassembler dans les moindres délais les renseignements nécessaires aux parties et au groupe spécial, il semblerait que l'ORD devrait être prêt à désigner le représentant en question lors de la réunion à laquelle il déciderait d'établir un groupe spécial. Le Président a proposé d'engager des consultations avec les parties au différend afin d'identifier un représentant en vue de sa désignation par l'ORD à ce moment-là.

Le représentant de la Corée a dit que sa délégation aimerait prendre part aux consultations qui seraient tenues par le Président.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question.

3. Etats-Unis - Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde
 - Rapport de l'Organe d'appel (WT/DS33/AB/R) et rapport du Groupe spécial (WT/DS33/R)

Le Président a dit que ce point était inscrit à l'ordre du jour à la demande des Etats-Unis. Il a appelé l'attention sur la communication de l'Organe d'appel contenue dans le document WT/DS33/4 transmettant le rapport de l'Organe d'appel intitulé *Etats-Unis - Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés, en provenance d'Inde*, qui avait été distribué sous la cote WT/DS33/AB/R conformément à l'article 17:5 du Mémoire d'accord sur le règlement

des différends. En vertu de la Décision sur les procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC, contenue dans le document WT/L/160/Rev.1, les deux rapports avaient été mis en distribution générale. Il a rappelé que l'article 17:14 du Mémoire sur le règlement des différends disposait ce qui suit: "Un rapport de l'Organe d'appel sera adopté par l'ORD et accepté sans condition par les parties au différend, à moins que l'ORD ne décide par consensus de ne pas adopter le rapport de l'Organe d'appel, dans les 30 jours suivant sa distribution aux Membres. Cette procédure d'adoption est sans préjudice des droits des Membres d'exprimer leurs vues sur un rapport de l'Organe d'appel."

Le représentant de l'Inde a dit que sa délégation était satisfaite des résultats généraux combinés du rapport du Groupe spécial et du rapport de l'Organe d'appel. Le Groupe spécial avait conclu que la limitation appliquée par les Etats-Unis aux importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés, produits de la catégorie 440, en provenance d'Inde et sa prorogation étaient contraires aux dispositions des articles 2 et 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV). Les conclusions du Groupe spécial avaient par la suite été confirmées par l'Organe d'appel. La position fondamentale défendue par l'Inde tout au cours de ce long et difficile processus de consultations bilatérales et des deux examens de l'Organe de supervision des textiles (OSpT), selon laquelle la mesure de sauvegarde des Etats-Unis était injustifiée, avait donc été approuvée par le Groupe spécial et l'Organe d'appel.

A la présente réunion, l'intervenant souhaitait exprimer les vues de l'Inde sur les rapports conformément aux articles 16:3 et 17:14 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends à la lumière de ce que sa délégation percevait comme des préoccupations légitimes découlant de certaines observations contenues dans les rapports. Il estimait qu'il était important que les délégations expriment leurs vues lors de l'adoption par l'ORD des rapports des Groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, dans l'intérêt de la solidité et de la viabilité à long terme du système de règlement des différends, si essentiel à la préservation du système commercial multilatéral fondé sur des règles.

Tout d'abord, l'Inde estimait que le Groupe spécial et l'Organe d'appel avaient commis une erreur en traitant la question de la charge de la preuve. Il incombait aux Etats-Unis de prouver qu'ils s'étaient conformés aux prescriptions de l'article 6 de l'ATV. Puisque les mesures de sauvegarde étaient exceptionnelles, elles devaient être interprétées de façon restrictive et les Etats-Unis devaient prouver qu'ils avaient respecté toutes les conditions énumérées à l'article 6 de l'ATV. Si la charge de la preuve incombait à la partie contestant le recours à une mesure de sauvegarde, celle-ci devait prouver le contraire, ce qui était souvent impossible. De l'avis de l'Inde, le rapport du Groupe spécial n'avait pas été très clair sur ce point. Dans la section VI de son rapport (Réexamen intérimaire), le Groupe spécial avait déclaré que c'était à l'Inde qu'il incombait d'établir une présomption de violation de l'ATV, à savoir que la restriction imposée par les Etats-Unis ne respectait pas les dispositions de l'article 2:4 et de l'article 6 de l'Accord, et que les Etats-Unis devaient ensuite convaincre le Groupe spécial que, au moment de leur détermination, ils avaient respecté les prescriptions de l'article 6 de l'ATV. Toutefois, dans la section VII de son rapport (Constatations), le Groupe spécial avait fait observer que les parties semblaient s'être intéressées à deux aspects différents du problème de la charge de la preuve et avaient fait une distinction entre la charge de la preuve devant lui et ce que le Membre importateur était tenu de démontrer au moment de sa détermination. L'Inde avait appelé l'attention de l'Organe d'appel sur l'incohérence de l'approche du Groupe spécial telle qu'elle était délimitée aux paragraphes 6.7 et 7.12 du rapport. D'autre part, la constatation du Groupe spécial sur ce qui était appelé la répartition de la charge de la preuve n'était pas compatible avec la constatation faite sur la même question dans le rapport du Groupe spécial intitulé *Etats-Unis - Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et fibres synthétiques ou artificielles*.²

²WT/DS24/R.

De l'avis de l'Inde, l'article 6 de l'ATV était une exception et la pratique bien établie du GATT de 1947 était que la charge de la preuve incombait à la partie invoquant une exception. L'Inde avait également émis l'opinion devant l'Organe d'appel que la fonction de la règle relative à la charge de la preuve était de faire en sorte qu'un différend puisse être réglé même si les allégations juridiques et les données de fait dont disposait un groupe spécial étaient incomplètes et que cette fonction ne pouvait être remplie sur la base de l'approche du groupe spécial concernant la répartition de la charge de la preuve. En réponse à l'allégation de l'Inde, l'Organe d'appel avait déclaré que "la constatation faite par le Groupe spécial au paragraphe 7.12 de son rapport et les observations sur le réexamen intérimaire qu'il a formulées au paragraphe 6.7 [n'étaient] pas un modèle de clarté", éludant ainsi la question soulevée par l'Inde au sujet de l'incompatibilité de ces deux paragraphes.

L'Organe d'appel avait admis la position de l'Inde, à savoir que, selon la pratique coutumière du GATT, c'était la partie invoquant une disposition identifiée comme une exception qui devait apporter la preuve que les conditions fixées dans ladite disposition étaient remplies. Néanmoins, l'Organe d'appel avait considéré que les précédents rapports de groupes spéciaux du GATT de 1947 n'étaient pas pertinents dans ce cas précis, car l'article en cause était l'article 6, qui était une partie fondamentale d'un équilibre soigneusement établi de droits et d'obligations entre les Membres. Les commentaires de l'Organe d'appel figurant aux pages 18-19 de son rapport semblaient indiquer que l'Organe d'appel ne considérerait pas l'article 6 de l'ATV comme une exception. La délégation de l'intervenant était préoccupée par l'approche de l'Organe d'appel concernant l'article 6. Il était bien connu que l'article 6 de l'ATV était la seule disposition du cadre juridique de l'OMC permettant aux Membres d'imposer des mesures commerciales discriminatoires pour protéger les producteurs nationaux contre le commerce légitime. Par conséquent, les principes appliqués aux exceptions du GATT devaient d'autant plus s'appliquer à l'article 6 de l'ATV. Le seul argument fourni par l'Organe d'appel pour justifier ses conclusions était que l'article 6 de l'ATV faisait partie intégrante de l'arrangement transitoire que représentait l'ATV. Son pays ne comprenait pas le raisonnement de l'Organe d'appel. Toute disposition, qu'il s'agisse ou non d'une exception, faisait nécessairement partie intégrante d'un accord. On ne pouvait donc pas prétendre qu'une disposition n'était pas une exception parce qu'elle faisait partie intégrante d'un accord. Par exemple, les exceptions à la prohibition générale des restrictions quantitatives prévues à l'article XI:2 du GATT de 1994 faisaient partie intégrante du GATT. Le fait qu'une disposition particulière d'un accord soit une exception ou une règle dépendait des termes de la disposition, et de la question de savoir si son application favorisait ou entravait la réalisation des objectifs fondamentaux de l'Accord.

L'Organe d'appel avait cité des extraits de son précédent rapport sur la question *Etats-Unis - Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*. Dans ces deux cas, l'Organe d'appel avait utilisé l'argument de l'équilibre des droits et obligations à des fins opposées: dans un cas pour justifier une interprétation restrictive et dans l'autre pour arriver à une interprétation élargie de la même disposition de l'ATV. Dans le rapport *Etats-Unis - Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*, l'Organe d'appel avait formulé l'observation suivante: "Pour l'Organe d'appel, le fait de voir dans l'article 6:10 l'autorisation d'appliquer rétroactivement une mesure de limitation encouragerait un retour à la pratique de l'application rétroactive des mesures de limitation, qui semblait généralisée dans le régime de l'AMF, régime qui a maintenant pris fin, comme on le verra ci-après, avec l'entrée en vigueur de l'ATV. Cela reviendrait aussi à enlever de sa rigueur au libellé soigneusement négocié de l'article 6:10, qui reflète un équilibre tout aussi soigneusement établi de droits et d'obligations entre les Membres, en donnant plus de possibilités au Membre importateur de restreindre l'entrée sur son territoire de produits pour lesquels aucune pratique commerciale déloyale telle qu'un dumping, une fraude ou une pratique destinée à induire en erreur quant à l'origine, n'est alléguée ou prouvée à l'exportation."³ Dans le cas présent, l'Organe d'appel avait également fait allusion au libellé soigneusement négocié et à l'équilibre

³WT/DS24/AB/R, page 16.

soigneusement établi des droits et des obligations, mais s'en était servi comme d'un argument contre la position de l'Inde selon laquelle l'article 6 était une exception et devait être interprété en conséquence. Cela montrait clairement que le simple fait qu'une disposition fasse partie d'un compromis négocié ne donnait aucune indication sur le point de savoir s'il s'agissait d'une règle ou d'une exception. L'Inde estimait que l'Organe d'appel n'avait tenu compte ni du contexte dans lequel l'ATV avait été négocié lors du Cycle d'Uruguay ni des objectifs de ce dernier. Si un accord, dont l'objectif déclaré était d'éliminer une dérogation de longue date au GATT et de mettre un terme à un régime de contingentement discriminatoire, contenait une disposition prévoyant l'imposition de nouvelles restrictions contingentes, cette disposition ne pouvait qu'être considérée comme une exception.

Bien qu'elle soit déçue que l'Organe d'appel ne puisse être entièrement d'accord avec elle sur la question de la charge de la preuve, l'Inde reconnaissait que l'Organe d'appel avait éliminé la confusion créée par les déclarations contradictoires du rapport du Groupe spécial en les décrivant comme n'étant pas "un modèle de clarté". A la page 14 de son rapport, l'Organe d'appel avait déclaré: "Nous partageons l'avis du Groupe spécial selon lequel il incombait à l'Inde de présenter des éléments de preuve et des arguments suffisants pour établir une présomption que la détermination faite par les Etats-Unis concernant la sauvegarde transitoire était incompatible avec les obligations qu'ils tenaient de l'article 6 de l'ATV. Une fois cette présomption établie, il appartenait alors aux Etats-Unis de présenter des éléments de preuve et des arguments pour la réfuter."

La seconde préoccupation de l'Inde était liée à l'observation contenue au paragraphe 7.20 du rapport du Groupe spécial selon laquelle "au cours de cet examen, l'OSpT n'a pas à s'en tenir aux renseignements initialement communiqués par le Membre importateur puisque les parties peuvent fournir des renseignements supplémentaires et différents à l'appui de leurs positions qui, dans l'interprétation du Groupe spécial, peuvent se rapporter à des événements ultérieurs". Il était signalé que même les Etats-Unis n'avaient jamais fait valoir que la référence à d'autres renseignements pertinents avait impliqué le droit à la justification *a posteriori* des mesures de sauvegarde initiales. Dans sa communication au Groupe spécial, l'Inde avait souligné que l'ATV et le Mémoire d'accord sur le règlement des différends avaient établi une procédure en deux étapes, en vertu de laquelle une même mesure était d'abord soumise à l'OSpT, puis, si les recommandations de ce dernier n'étaient pas acceptables, à l'ORD. Le Groupe spécial avait manifestement commis une erreur en considérant cette procédure en deux étapes comme une démarche double. Le résultat net de cette observation du Groupe spécial était que l'OSpT et le Groupe spécial étudieraient deux mesures différentes: l'OSpT examinerait si une mesure de sauvegarde serait appropriée au moment de son examen, et le Groupe spécial examinerait si la mesure de sauvegarde initiale avait été justifiée. Demander un examen préalable par l'OSpT n'avait pas de sens si l'OSpT et le Groupe spécial s'occupaient de deux questions différentes. Par ailleurs, le Groupe spécial semblait n'avoir tenu aucun compte du fait que l'examen de l'OSpT se substituait aux consultations en vertu du Mémoire d'accord sur le règlement des différends avant que puisse être faite une demande d'établissement d'un groupe spécial. Si l'OSpT, plutôt que d'examiner la mesure de sauvegarde effectivement appliquée, analysait si une mesure de sauvegarde était bien fondée au regard des nouveaux renseignements, une étape importante des procédures de règlements des différends serait dans les faits éliminée. L'Inde était donc surprise que l'Organe d'appel ait rejeté les déclarations du Groupe spécial comme ne constituant pas des constatations juridiques pouvant être examinées par l'Organe d'appel, en ne citant qu'une phrase tirée d'une longue discussion sur le rôle de l'OSpT, dans laquelle le Groupe spécial avait employé les termes "dans l'interprétation du Groupe spécial". L'Organe d'appel avait observé que la déclaration du Groupe spécial était une observation purement factuelle et gratuite donnant des indications sur la façon dont il interprétait le mode de fonctionnement de l'OSpT.

L'Organe d'appel avait également déclaré: "Nous ne considérons pas que cette observation du Groupe spécial est une constatation ou conclusion juridique que l'Organe d'appel peut confirmer, modifier ou infirmer." L'Inde n'était pas complètement convaincue que l'Organe d'appel ait eu raison de considérer la question dans son ensemble comme une "observation gratuite du Groupe spécial".

Aux paragraphes 7.20 et 7.21 de son rapport, le Groupe spécial avait fait certaines observations sur le sujet qui allaient bien plus loin que ce qui pourrait être qualifié de simple "observation gratuite". Ainsi, au paragraphe 7.21, le Groupe spécial avait-il déclaré: "A la différence de l'Organe de supervision, un groupe spécial établi en vertu du Mémoire d'accord ne prend pas en considération les événements postérieurs à la détermination initiale", impliquant par là même que l'OSpT pouvait prendre les événements postérieurs en considération pour justifier la détermination initiale. L'Inde aurait préféré que l'Organe d'appel statue clairement et explicitement que les observations du Groupe spécial sur ce point étaient incorrectes plutôt que de se contenter de déclarer qu'elles étaient sans conséquence sur le plan juridique. Toutefois, sa délégation se félicitait de ce que, l'effet de la décision de l'Organe d'appel était que les observations du Groupe spécial qui, selon l'Inde, étaient fausses, ne pourraient porter préjudice au système.

La troisième préoccupation de l'Inde se rapportait à l'économie jurisprudentielle. Des quatre allégations juridiques présentées par l'Inde, seules deux avaient fait l'objet de constatations par le Groupe spécial, les deux autres n'ayant pas été prises en considération. L'observation suivante avait été formulée par le Groupe spécial au paragraphe 6.6 de son rapport: "Sur l'argument avancé par l'Inde que l'article 11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends lui permet de prétendre à une constatation sur chacun des points qu'elle a soulevés, le Groupe spécial n'est pas d'accord avec elle et renvoie à la pratique d'économie jurisprudentielle constante des Groupes spéciaux du GATT. L'Inde est en droit de voir régler par le Groupe spécial le différend sur la "mesure" contestée, et si le Groupe spécial juge qu'il est possible de régler la question précise en cause en ne traitant que certains des arguments soulevés par la partie plaignante, il peut le faire. Le Groupe spécial décide par conséquent de ne retenir que les points de droit qu'il estime nécessaire pour faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur le présent différend."

La position de l'Inde était qu'en vertu de l'ATV, une demande de consultations présentée par un Membre, sa détermination de l'existence d'un dommage et des liens de causalité ainsi que son application rétroactive des mesures étaient des étapes distinctes des procédures de sauvegarde, et qu'à chacune de ces étapes correspondaient des obligations juridiques propres. Une constatation limitée à la seule détermination n'apportait aucune assurance à l'Inde que l'autre partie cesserait de contrevenir à l'ATV pour ce qui était des points visés par la demande de consultations et de l'application rétroactive des restrictions. L'Inde estimait par conséquent que, pour résoudre le différend sur ces questions, le Groupe spécial devait formuler des constatations en la matière. Son pays avait présenté ses vues sur la question à l'Organe d'appel. Toutefois, en citant l'article 11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et en s'appuyant sur les termes "formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD", l'Organe d'appel avait conclu que rien dans l'article 11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends n'imposait à un groupe spécial d'examiner toutes les allégations juridiques formulées par la partie plaignante. L'interprétation que faisait l'Inde de l'article 11 de ce Mémoire d'accord était légèrement différente. Tout différend soulevé par un Membre au titre de l'article XXIII:1 a) du GATT de 1994 concernait un acte ou une omission d'un autre Membre et était une mesure. Les procédures de règlement d'un différend débutaient avec des consultations sur une mesure spécifique et se terminaient avec des recommandations sur cette mesure. Cependant, la question qu'un groupe spécial devait examiner conformément aux articles 6, 7:1 et 11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends était l'allégation juridique formulée au sujet de cette mesure. Cela découlait des articles 6:2 et 7:1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends aux termes desquels un groupe spécial devait examiner "... la question portée devant l'ORD ..." dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, laquelle devait "identifier les mesures spécifiques en cause et contenir un bref exposé du fondement juridique de la plainte". La question portée devant un groupe spécial était donc une allégation juridique formulée au sujet d'une mesure spécifique. L'Organe d'appel l'avait confirmé lorsqu'il avait souligné dans son rapport intitulé *Brésil - Mesures visant la noix de*

*coco desséchée*⁴ que: "... la question portée devant un groupe spécial pour examen consistait dans les allégations spécifiques formulées par les parties au différend dans les documents pertinents spécifiés dans le mandat".

La fonction assignée à un groupe spécial au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends était donc d'examiner toutes les allégations juridiques formulées au sujet de toutes les mesures en cause. Il était compréhensible que l'Organe d'appel ait interprété l'article 11 du Mémoire d'accord comme signifiant que les groupes spéciaux n'avaient pas à examiner dans tous les cas toutes les allégations juridiques formulées par les parties dans la mesure où, dans certains cas, une constatation faite sur une question pouvait résoudre le différend sur une autre. Mais il n'était pas compréhensible que l'Organe d'appel ait fait valoir que l'obligation pour les groupes spéciaux de statuer sur toutes les allégations présentées n'était pas compatible avec l'objectif du système de règlement des différends. Les articles 3:4 et 3:7 du Mémoire d'accord, cités par l'Organe d'appel, contenaient des références à une "solution positive des différends" et à un règlement "satisfaisant". En ne statuant pas sur deux des importantes allégations juridiques de l'Inde, le Groupe spécial avait involontairement ouvert la possibilité de deux autres différends sur des allégations déjà présentées à un groupe spécial. L'Inde ne comprenait donc pas pourquoi l'Organe d'appel avait indiqué qu'il ne serait pas compatible avec l'objectif du système de règlement des différends qu'un groupe spécial statue sur toutes les allégations juridiques présentées par la partie plaignante. L'Organe d'appel avait également fait valoir, en s'appuyant sur l'article 3:2 du Mémoire d'accord et sur l'article IX de l'Accord sur l'OMC, que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ne pouvaient être encouragés à "légiférer" ou à interpréter l'Accord sur l'OMC et les accords commerciaux multilatéraux. L'article 3:2 du Mémoire d'accord mentionnait le rôle du système de règlement des différends pour ce qui était de clarifier les dispositions existantes des différents accords. L'Inde avait demandé les avis du Groupe spécial dans le cadre strict des dispositions de l'ATV et du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Elle n'avait jamais demandé au Groupe spécial ou à l'Organe d'appel de légiférer ou de donner des interprétations faisant autorité concernant l'Accord sur l'OMC ou un accord commercial multilatéral.

L'Inde croyait comprendre que, parfois, les parties à un différend présentaient des allégations juridiques spécifiques alors que, dans d'autres cas, seul le groupe spécial dressait la liste des questions à examiner en s'appuyant sur les communications des parties. Il était bien connu que les groupes spéciaux du GATT de 1947 et, plus récemment, de l'OMC avaient statué sur toutes les questions portées devant eux. Cela avait été reconnu dans le rapport de l'Organe d'appel. En outre, l'Organe d'appel avait traité la question de la rétroactivité dans son rapport intitulé *Etats-Unis - Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles* en dépit du fait que les mesures de sauvegarde appliquées par les Etats-Unis aux importations de vêtements de dessous en provenance du Costa Rica avaient déjà été jugées incompatibles avec l'ATV. A la lumière de ces circonstances, les observations de l'Organe d'appel relatives à l'incompatibilité qui pourrait exister si un groupe spécial statuait sur toutes les allégations juridiques n'étaient pas claires. Si l'Inde pouvait comprendre la position de l'Organe d'appel selon laquelle rien dans le Mémoire d'accord ne contraignait les groupes spéciaux à examiner toutes les allégations juridiques portées devant eux, elle était par contre préoccupée par ce que l'Organe d'appel précisait ensuite, à savoir qu'un groupe spécial ou l'Organe d'appel qui statuerait sur toutes les allégations juridiques formulées par la partie plaignante pourrait ne pas agir en conformité avec l'objectif du système de règlement des différends, ou pourrait "légiférer" ou donner des "interprétations" qu'il n'était pas autorisé à faire. L'Inde espérait que l'Organe d'appel examinerait à nouveau cette question au moment opportun.

⁴WT/DS22/AB/R.

L'Inde a également appelé l'attention des Membres sur la page 22 du rapport de l'Organe d'appel et a fait remarquer que dans le dernier paragraphe traitant de l'économie jurisprudentielle, la référence au paragraphe 7.20 du rapport du Groupe spécial était visiblement une erreur et qu'il s'agissait du paragraphe 6.6 du rapport. Un autre point de procédure méritait d'être mentionné dans ce contexte. L'Inde savait que l'Organe d'appel avait travaillé dans des délais extrêmement serrés et que par conséquent la section résumant les arguments des participants pouvait ne pas être aussi élaborée ou aussi parfaite que les participants le souhaiteraient. L'Inde avait constaté qu'au moins une des questions importantes qu'elle avait soulevées n'était pas mentionnée dans cette section. Cela n'avait porté aucun préjudice à son pays, mais il fallait tenir compte du fait que le rapport de l'Organe d'appel était un document important, intéressant et pertinent pour tous les membres de l'ORD. De l'avis de l'Inde, il pourrait être nécessaire de présenter à la fois les arguments des participants et le raisonnement de l'Organe d'appel pour arriver à des conclusions aussi détaillées que possible, de façon que les Membres qui n'étaient pas parties au différend puissent pleinement comprendre la position des parties et la pensée de l'Organe d'appel. Tous les membres de l'ORD devraient pouvoir suivre sans difficulté les questions soulevées dans un différend.

Enfin, l'intervenant a remercié les membres du Groupe spécial et l'Organe d'appel qui avaient consacré tant de temps et d'énergie à ce différend. Il était conscient du fait qu'un différend dans le secteur des textiles n'était pas facile à traiter et il remerciait le Groupe spécial et l'Organe d'appel pour leurs efforts et leur contribution. Il a également remercié les Etats-Unis d'avoir traité ce différend de manière professionnelle et amicale en dépit de fortes divergences sur les divers éléments du différend. Il a spécialement remercié les Etats-Unis d'avoir affirmé devant l'Organe d'appel que l'Inde avait obtenu un rapport du Groupe spécial qui confirmait toutes les allégations de l'Inde relatives à la violation de l'article 6 de l'ATV. Compte tenu de cette affirmation des Etats-Unis, l'Inde était très heureuse de se rallier au consensus en faveur de l'adoption du rapport du Groupe spécial et du rapport de l'Organe d'appel.

Le représentant des Etats-Unis a appuyé l'adoption des rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial et a souhaité exprimer ses vues sur ces rapports. Le rapport de l'Organe d'appel avait apporté une contribution très importante à la jurisprudence du système de règlement des différends. Sur la question de la "charge de la preuve", le rapport avait fourni un éclaircissement extrêmement utile sur ce qu'il incombait aux parties à un différend de prouver. L'Organe d'appel avait réaffirmé un principe général de la jurisprudence du GATT et de l'OMC, à savoir qu'une partie alléguant qu'il y a eu violation d'une disposition de l'Accord sur l'OMC doit soutenir et prouver son allégation. Dès lors que la partie plaignante s'était acquittée de cette obligation, il incombait à l'autre partie de présenter des preuves et des arguments pour réfuter l'allégation. De même, l'Organe d'appel n'avait pas accepté les arguments selon lesquels il n'y aurait qu'une poignée de règles dites fondamentales dans le GATT de 1994, toutes les autres dispositions étant des exceptions. Il n'avait pas non plus accepté les arguments selon lesquels, dans le cas d'une disposition de l'OMC dont il était allégué qu'elle constituait une "exception", la partie invoquant la disposition serait "présumée coupable" et la partie plaignante dispensée de toute charge de preuve.

Dans ce cas précis, portant sur l'application de l'article 6 de l'ATV, l'Organe d'appel s'était sagement abstenu d'utiliser la méthode simpliste et mécanique d'interprétation des traités défendue par l'Inde. En appliquant au contraire les principes de l'article 31 de la Convention de Vienne, il avait statué que l'article 6 faisait partie intégrante de l'ATV, qui reflétait un "équilibre soigneusement établi de droits et d'obligations" et que cet "équilibre devait être respecté". En conséquence, l'Organe d'appel avait confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle il incombait initialement à l'Inde, en tant que partie plaignante, d'apporter la preuve faisant présumer que les Etats-Unis n'avaient pas respecté les prescriptions de l'article 6 de l'ATV.

En plus d'avoir statué sur le problème de la charge de la preuve, le rapport de l'Organe d'appel avait également constitué une importante réaffirmation du principe selon lequel les groupes spéciaux et l'Organe d'appel devraient faire preuve de "modération jurisprudentielle" dans l'exercice de leurs responsabilités au titre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Deux parties du rapport reflétaient ce principe. Tout d'abord, le Groupe spécial, dans ses opinions incidentes, avait émis un avis sur le rôle de l'OSpT. L'Inde avait fait appel de l'opinion du Groupe spécial, mais l'Organe d'appel avait refusé de traiter cette question et d'ajouter ses propres opinions. Au contraire, il avait justement estimé que le commentaire du Groupe spécial n'était pas "une constatation ou conclusion juridique que l'Organe d'appel peut confirmer, modifier ou infirmer".

Ensuite, l'Organe d'appel avait justement estimé que le Groupe spécial n'avait pas commis d'erreur juridique en ne statuant pas sur certaines allégations de l'Inde après avoir admis que la mesure de sauvegarde en question prise par les Etats-Unis n'était pas compatible avec l'article 6 de l'ATV. En rejetant les arguments de l'Inde, l'Organe d'appel avait fait une déclaration très importante sur l'objectif du système de règlement des différends et la fonction des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel dans le cadre de ce système. L'Organe d'appel avait déclaré: "... nous ne considérons pas que l'article 3:2 du Mémoire d'accord est censé encourager ni les groupes spéciaux ni l'Organe d'appel à "légiférer" en clarifiant les dispositions existantes de l'Accord sur l'OMC hors du contexte du règlement d'un différend particulier. Un groupe spécial ne doit traiter que les allégations qui doivent l'être pour résoudre la question en cause dans le différend". De l'avis des Etats-Unis, cette déclaration était un rappel important du fait que les pays devaient recourir aux procédures de règlement des différends pour résoudre les différends, et non pour tourner les procédures appropriées de négociation et de prise de décisions prévues dans l'Accord sur l'OMC.

S'agissant du rapport de Groupe spécial, les Etats-Unis ont déclaré que ce Groupe spécial, tout comme le Groupe spécial saisi de la question *Etats-Unis - Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*, avait reconnu le principe fondamental selon lequel, dans l'examen de la détermination factuelle des autorités nationales chargées de l'enquête, les groupes spéciaux de règlement des différends n'avaient pas pour fonction d'engager un nouvel examen des faits ou d'évaluer les jugements factuels des autorités nationales lorsque ces autorités avaient pris en compte tous les facteurs qu'un accord déterminé prévoyait d'examiner. La fonction des groupes spéciaux était d'évaluer de façon objective si, lors de la détermination, les autorités nationales avaient respecté les prescriptions dudit accord. A cet égard, sa délégation souhaitait faire un commentaire sur la position du Groupe spécial selon laquelle tous les facteurs énumérés à l'article 6:3 de l'ATV devaient être examinés. Etant donné que la liste des facteurs de l'article 6:3 était clairement illustrative, les Etats-Unis n'étaient pas d'accord avec l'interprétation donnée par le Groupe spécial sur ce point particulier. Son pays était toutefois d'accord avec les observations les plus importantes formulées par le Groupe spécial, à savoir que: i) tout facteur parmi ceux énumérés à l'article 3 pouvaient être écartés par la suite, avec une explication appropriée (paragraphe 7.25); et que ii) l'ATV n'imposait pas aux Membres "une quelconque méthode particulière, que ce soit pour la collecte des données ou pour l'examen et la pondération de tous les facteurs économiques pertinents" (paragraphe 7.52).

En résumé, en dépit du fait que le Groupe spécial avait constaté qu'une mesure de sauvegarde prise par les Etats-Unis était incompatible avec l'ATV, et même à la lumière de la constatation de l'OSpT soutenant l'action des Etats-Unis, de nombreux éléments des rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial en rendaient l'adoption acceptable. Les Etats-Unis pouvaient donc se rallier à un consensus pour l'adoption de ces rapports. Comme il était signalé dans les deux rapports, les Etats-Unis avaient éliminé la restriction à l'importation de chemises, chemisiers et blouses de laine, tissés, en provenance d'Inde le 3 décembre 1996, avant la distribution du rapport du Groupe spécial. Ils avaient donc rempli leurs obligations au titre de l'Accord sur l'OMC sur ce point, et il était entendu pour eux - point de vue qu'il pensait être partagé par l'Inde - que, une fois adoptés les rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial, la question portée devant l'ORD serait réglée et n'aurait plus à figurer à l'ordre du jour de l'ORD.

Le représentant de Hong Kong a dit que les rapports dont l'ORD était saisi concernaient le deuxième différend relatif au fonctionnement de l'ATV et, de fait, du régime qui l'avait précédé, l'Arrangement multifibres. Ces rapports, combinés aux précédents rapports sur la question *Etats-Unis - Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*, fournissaient de précieuses indications pour la mise en oeuvre de l'article 6 de l'ATV.

Hong Kong a appuyé l'adoption des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel et a appelé l'attention sur deux points que sa délégation considérait particulièrement importants. Tout d'abord, le rapport du Groupe spécial avait analysé de manière approfondie la façon dont il convenait d'appliquer l'article 6:2 et 6:3 de l'ATV, en vertu duquel un Membre souhaitant prendre une mesure de sauvegarde transitoire devait, en premier lieu, établir une détermination de l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace réelle de préjudice grave pour la branche de production nationale en question. Le Groupe spécial avait déclaré que, lors de sa détermination, le Membre importateur avait l'obligation, en vertu de l'article 6:3, d'examiner au moins la totalité des onze facteurs économiques pertinents énumérés dans cet article, et de fournir une certaine analyse et une explication pertinente et adéquate de la manière dont les faits dans leur ensemble étayaient la détermination (paragraphe 7.25-27). Par ailleurs, l'Organe spécial avait souligné que des renseignements ne portant pas spécifiquement sur la branche de production nationale en question n'étaient pas les renseignements à fournir au titre de cet article (paragraphe 7.39).

Le second point était lié à la question de la charge de la preuve, traitée par l'Organe d'appel. L'Organe d'appel n'avait pas remis en question le fait qu'un Membre appliquant une mesure de sauvegarde transitoire devait pouvoir démontrer que cette mesure de sauvegarde était compatible avec l'article 6 de l'ATV. Il avait souligné l'obligation à laquelle était tenu un Membre souhaitant soumettre une plainte. L'Organe d'appel n'avait pas renversé la charge de la preuve dans les cas de différends. Il avait au contraire confirmé que les parties plaignantes devaient fournir des éléments de preuve suffisants pour établir une présomption que la plainte était justifiée, c'est-à-dire une présomption que la mesure prise n'était pas compatible avec l'article 6 de l'ATV. L'obligation d'établir une présomption était bien sûr moins rigoureuse que celle d'apporter la preuve complète, laquelle incombait au Membre appliquant la mesure de sauvegarde. Une fois la partie plaignante ayant satisfait à cette obligation, la charge de la preuve se déplaçait, l'autre partie devant réfuter la présomption.

Le représentant du Costa Rica a dit que sa délégation était d'accord avec l'Inde sur le fait que les commentaires et préoccupations exprimés par les Membres au sujet des rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel avaient contribué à préserver le système commercial multilatéral fondé sur des règles. Il souhaitait évoquer l'un des sujets abordés, à savoir la charge de la preuve. Sa délégation était surprise par certaines observations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel, qui s'écartaient de la pratique du GATT dans ce domaine et constituaient de graves erreurs juridiques. C'était un résultat inattendu car, outre qu'il contredisait les précédents établis par le GATT, il était aussi en contradiction avec les conclusions du rapport du Groupe spécial sur la question *Etats-Unis - Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*. Dans ce cas, le Groupe spécial avait en effet conclu que "l'article 6 de l'ATV constitue une exception à la règle de l'article 2:4. C'est un principe général de droit, solidement établi par les groupes spéciaux dans la pratique antérieure du GATT, que la partie qui se prévaut d'une exception pour justifier son action supporte la charge de la preuve qu'elle a satisfait aux conditions requises pour invoquer cette exception". Par conséquent, la charge de la preuve incombait aux Etats-Unis.

Les Etats-Unis n'avaient pas fait appel de cette position prise par le Groupe spécial susmentionné, ce qui laissait supposer que même le défendeur avait reconnu la validité de ce raisonnement juridique. Curieusement, le Groupe spécial et l'Organe d'appel n'avaient pas suivi ces critères, et cela sans présenter de raisonnement juridique convaincant. La délégation de l'intervenant n'avait trouvé aucun argument permettant de conclure que, parce que l'article 6 faisait partie intégrante de l'ATV, la nature

exceptionnelle de la mesure était modifiée. Même dans les systèmes juridiques ne reposant pas sur la "common law", les précédents avaient une valeur indéniable. Ils clarifiaient l'interprétation des règles et étaient gages de sécurité et de prévisibilité dans les relations régies par ces règles. De l'avis du Costa Rica, tout écart par rapport aux précédents du GATT et de l'OMC devait être étayé par un raisonnement juridique solide et convaincant. En l'occurrence, cela n'avait pas été le cas. Les observations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel s'étaient écartées de la pratique antérieure et avaient modifié l'équilibre des droits et des obligations qu'ils prétendaient chercher à protéger.

L'ORD a pris note des déclarations et a adopté le rapport de l'Organe d'appel reproduit sous la cote WT/DS33/AB/R et le rapport du Groupe spécial reproduit sous la cote WT/DS33/R, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

Le Président a appelé l'attention sur la règle 23 du règlement intérieur des réunions de l'ORD.⁵ Il ne faisait référence concrètement à aucune déclaration faite jusqu'ici à l'ORD et il était très important de pouvoir entendre l'intégralité des arguments majeurs développés à l'ORD. Il souhaitait simplement appeler l'attention sur cette règle afin d'encourager les Membres à la suivre à l'avenir. Il estimait que cela serait profitable à un grand nombre de Membres n'étant pas directement impliqués dans un différend.

4. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux - désignations proposées (WT/DSB/W/53)

Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DSB/W/53, qui contenait les noms qu'il était proposé d'ajouter à la liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux, conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Il a suggéré que l'ORD approuve les noms figurant sur cette liste.

L'ORD en est ainsi convenu.

⁵Règle 23: "Les représentants s'efforceront, dans la mesure où la situation le permettra, de limiter la durée de leurs déclarations orales. Les représentants qui souhaitent exposer plus en détail leur position sur un point particulier pourront faire distribuer aux Membres une déclaration écrite dont ils pourront demander qu'elle soit résumée dans le compte rendu de l'[ORD]" (WT/L/161).